

Vendredi 13 juillet
2007

QUI SOMMES-NOUS ?

PUBLICITE

VOTRE AVIS

ACTUALITES

- POLITIQUE
 - Nationale
 - Internationale
- DEBATS & ANALYSES
- ECONOMIE
 - Nationale
 - Internationale
 - Vie des Entreprises
 - Finances
- Société
- Culture

REVUE DE PRESSE

Recherche :

- Sur les titres.
- Dans les articles.
- Dans les titres des archives.

OK

Liens

[Le Monde.fr](#)

[sportmaroc.com](#)

A Alger, Sarkozy et Bouteflika enterrent le traité d'amitié



C'est finalement à l'Algérie que Nicolas Sarkozy a consacré son premier déplacement officiel hors d'Europe. En dépit d'une courte escale à Tunis, l'annulation-report de l'étape marocaine a en effet enlevé à celui-ci toute dimension maghrébine et montré une fois de plus combien est illusoire la « politique d'équilibre » que Paris veut afficher entre les deux grands pays du Maghreb. Ce n'est pas le premier voyage en Algérie de Nicolas Sarkozy qui, ministre de l'intérieur s'y était rendu fin 2006, et qui entretient des relations régulières et étroites avec Yazid Zehrouni, le ministre algérien de l'intérieur et proche du président Bouteflika. Mais c'est un round d'observation important : le chef de l'Etat français a pu appréhender l'état de santé de son homologue algérien qui s'est aggravé au point que chacune de ses apparitions publiques nécessite un repos de huit jours et que les journalistes algériens avaient reçu la consigne de ne lui poser aucune question. Round d'observation aussi pour dirigeants algériens qui - question de génération - connaissent moins bien Nicolas Sarkozy que ses prédécesseurs et ont eu, en tout cas jusqu'ici, moins de prise sur lui, ce dernier rappelant souvent qu'il n'a pas connu la guerre d'Algérie.

Chassé croisé avec les Américains

La prudence de la presse algérienne atteste d'ailleurs du (relatif) scepticisme d'Alger, même si les éditoriaux expliquant que « c'est la France qui est demanderesse » ont aussi pour fonction de mettre en condition le président français. Proche de Abdelaziz Bouteflika, le quotidien L'Expression insiste ainsi sur Re « richesse » de l'Algérie, « son pétrole, son gaz, accessoirement l'uranium dont elle possède d'importantes réserves, autant de produits stratégiques dont la France est un grand consommateur » ou sur « l'hégémonisme américain face auquel la France ne fait pas le poids ». Le chassé croisé à Alger entre Nicolas Sarkozy et la conseillère de George Bush pour la lutte antiterroriste, aura d'ailleurs symbolisé cette rivalité ...bien inégale dans le domaine énergétique. Les Américains sont en effet le premier investisseur étranger en Algérie - 369 millions de dollars en 2006, essentiellement dans le secteur pétrolier - et aussi son premier client avec 14 milliards de dollars d'achats d'hydrocarbures. Pour Washington, il y a là de quoi réaffirmer régulièrement « le rôle régional important » de l'Algérie.

On peut faire l'amitié sans un traité d'amitié ».

AINSI VA LE MONDE ?



Par: Vincent Hervouët

ZOOM



Migrations et développement

ECLAIRAGE



La gouvernance marocaine dénudée par la Banque mondiale

Analyse



Du Caire à Lisbonne, le partenariat stratégique UE-Afrique

Affiché ou réel, le pragmatisme algérien – « en politique, il n'y a pas d'amis, il n'y a que des intérêts », écrit L'Expression - n'est pas pour déplaire à Nicolas Sarkozy. Il ouvre en effet la porte au dépassement de la querelle sur le passé colonial français en Algérie, querelle qui avait bloqué la signature du traité d'amitié entre les deux pays. Alors que son refus de présenter des excuses avait beaucoup irrité Alger, les deux parties ont profité de cette visite-éclair pour enterrer discrètement un traité mort-né. « Il est venu pour la Géographie et pas pour l'Histoire », constate sans s'émouvoir le Quotidien d'Oran. « Ne divisons pas l'avenir en faisant renaître le passé », a déclaré d'emblée Nicolas Sarkozy en précisant : « l'amitié se nourrit davantage de projets et d'actions que de traités, de discours ou de paroles. Je viens ici ni pour blesser ni m'excuser (...) Les jeunes générations, de part et d'autre de la Méditerranée, sont tournées vers l'avenir, plutôt que vers le passé, et ce qu'elles veulent c'est des choses concrètes ».

La mise entre parenthèses de cette polémique est essentielle pour Nicolas Sarkozy au moment où Américains, Russes, Chinois et Européens courtisent l'Algérie et ses fabuleuses réserves de change (90 milliards de dollars fin juin grâce à la hausse des hydrocarbures). Du coup, le président français se positionne clairement sur les partenariats économiques jugés plus « concrets » : nucléaire civil ou rapprochement entre les compagnies gazières française et algérienne.

Le même pragmatisme prévaut sur la vente d'armes à l'Algérie. Nicolas Sarkozy se déclare « ouvert aux demandes algériennes » mais précise qu'il l'est tout autant « à celles des deux pays voisins, dès lors qu'elles contribuent à renforcer la sécurité régionale et la stabilité de ces pays, qui est pour moi une priorité ». L'Algérie n'a de toute façon plus de difficultés à se procurer les armements qui lui étaient refusés pendant la sale guerre de la décennie 90 contre les islamistes. Particulièrement auprès de Moscou qui semble négocier depuis mars un nouveau contrat portant non seulement sur des chasseurs-bombardiers Soukhoï supplémentaires, des Mig 29, des chars et des systèmes antiaériens, mais sur une frégate porte-hélicoptères et la construction de navires.

Une Union méditerranéenne assez floue.

Pour le reste, le court séjour en Algérie et en Tunisie du chef de l'Etat français vise surtout à donner un début de concrétisation à son « Union méditerranéenne » qui, a-t-il dit, « n'est pas un substitut du processus de Barcelone, des 5+5 ou de l'Union européenne ». Présenté comme l'un de ses grands chantiers internationaux, ce projet jusqu'ici assez flou pour lequel on parle d'un « groupe de pilotage de départ », ambitionne de créer un ensemble permettant notamment de gérer les problèmes de circulation entre l'Europe du sud et les pays du Maghreb et du pourtour méditerranéen. Mais il vise aussi à y englober la Turquie pour mieux l'éloigner de l'Union Européenne. Autant dire que la délicate question de l'immigration a sans doute été le seul problème qui fâche abordé au cours de la visite à Alger. En effet, si les Algériens savent devoir à l'ex-ministre français de l'intérieur la suppression de la consultation européenne préalable pour les demandeurs de visas français, sa politique en matière d'immigration, de circulation des personnes et de regroupement familial inquiète, d'Alger à Rabat en passant par Tunis. « L'équation est très simple, répond Nicolas Sarkozy :

plus nous serons convaincus que les Algériens, Marocains ou Tunisiens auxquels nous accordons un visa rentreront dans leur pays à l'issue de leur séjour et plus facilement seront réadmis ceux entrés sans visas ou en situation irrégulière, plus nous serons généreux dans l'attribution des visas». Si en la matière, il n'a fait aucun cadeau aux candidats au départ, il en a fait un de taille aux responsables algériens: l'exemption de visas pour tous les passeports diplomatiques. Et l'engagement – équilibre oblige avec le Maroc où le président français doit se rendre à l'automne - à effectuer une visite d'Etat début décembre à Alger.

José Garçon

 [Retour à la page d'Accueil](#)

Droits de reproduction et de diffusion réservés ©